quer à telle époque qu'il lui semblera convenable, par une lettre circulaire envoyée par la maille à chaque membre; et toutes les assemblées du Conseil Général, subséquentes à la première, seront tenues à Toronto et Montréal alternativement, à Halifax et St. Jean, tous les trois ans alternativement, et avis de telle assemblée sera donné au moins un mois d'avance. Et au cas de l'absence du Président d'aucune assemblée, le Vice-Président ou en son absence, quelqu'autre membre élu parmi les membres présents, agira comme Président, et tous les actes du Conseil Général seront décidés par la majorité des membres présents, le nombre entier n'étant pas moindre que neuf, et à toutes les assemblées le Président, pour le temps actuel, aura un vote seulement comme membre du Conseil.

XIII.—Le Conseil Général aura le pouvoir de nommer des comités exécutifs parmi son propre corps, le quorum desquels n'étant pas moindre de trois et de déléguer à tels comités, tels pouvoirs et devoirs du Conseil Général que le Conseil Général pourra juger convenables, moins, le pouvoir de faire des représentations au Gouverneur-Général en Conseil.

XIV.—Il ne sera payé aux membres du Conseil que leurs dépenses actuelles de voyage, de pension et de logement.

XV.—Le Conseil Général élira annuellement parmi ses membres un Président et un vice-Président, et nommera tous les trois ans, un Trésorier-Général, et un Régistrateur-Général, qui agiront respectivement comme Trésorier-Général et Régistrateur-Général et Secrétaire pour le Conseil Général: et nommera aussi de temps en temps, tels autres officiers qui pourront être nécessaires pour les fins de cet acte: et toute personne ainsi nommée par aucun Conseil pourra être démise de ses fonctions selon le bon plaisir du Conseil; et il lui sera payé tel salaire ou honoraires que le Conseil fixera par un règlement, ou de temps en temps.

XVI.—Tous les argents payables au Conseil seront payés au Trésorier et seront appliqués pour défrayer les dépenses de la mise à exécution de cet acte. S'il restait un surplus après le paiement de toutes les dépenses nécessaires du Conseil, il sera légal, pour le Conseil, d'appliquer tout ou une partie de ce surplus pour aucunes mesures publiques relatives à la Profession Médicale, ou au progrès de la Science Médicale ou Chirurgicale de quelque manière que ce soit, comme il pourra être décidé par les deux tiers des membres du Conseil.

XVII.—Le Conseil Général fera tenir par le Régistrateur un livre ou registre qui sera appelé le Registre Général et dans lequel seront entrés de temps en temps, les noms de toutes les personnes qui auront accepté les décrets ci-dessous contenus et les règlements faits ou à être faits par le Conseil concernant la qualification qui sera requise des praticiens en médecine, chirurgie et en accouchements dans les différentes provinces de la Puissance du Canada; et ces personnes seulement dont les noms ont été ou seront ci-après inscrits dans le Registre Général sus-mentionné seront regardées comme étant qualifiés et licenciés pour pratiquer en médecine, en chirurgie et en accouchements dans les différentes provinces de la Puissance du Canada; et tel livre ou registre sera en tout temps ouvert et sujet à l'inspection par chaque praticien dûment enregistré dans la Puissance ou par toute autre personne sur paiement de vingt-cinq centins.

XVIII.—Lorsque toute personne ayant droit à être enregistrée en vertu de cet acte, s'adressera au Registrateur, dans ce but, le Registrateur entrera immédiatement dans le registre, dans la forme indiquée dans la Cédule B, de cet acte, ou dans une autre ayant le même effet, (lequel sera tenu par lui à cette fin,) le nom et le lieu de résidence, et la qualification ou les qualifications auxquelles la personne peut avoir droit et la date de l'enregistrement.

XIX.—Il sera du devoir du Régistrateur de tenir son registre conformément aux dispositions de cet acte et aux ordres et règlements du Conseil Général, et de rayer les noms de toutes les personnes enregistrées qui seront mortes ou auront laissé la Province: et il fera de temps en temps les changements nécessaires dans les adresses ou qualifications des personnes